

## L'Afrique de Hollande, c'est la guerre

PAR LÉNAÏG BREDOUX ET CLÉMENT FAYOL  
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 9 NOVEMBRE 2015



Jean-Yves Le Drian, François Hollande et Laurent Fabius avec les soldats français à Bangui, le 28 février 2014 © Reuters

Lundi et mardi se tient à Dakar le deuxième Forum sur la paix et la sécurité. La France y est représentée par le ministre de la défense Jean-Yves Le Drian, le « *ministre de l'Afrique* » du quinquennat. Depuis 2012, ce sont les militaires qui ont pris la main sur la politique africaine de la France. Premier volet de notre série sur la politique africaine de François Hollande.

Ce sera son 8<sup>e</sup> voyage en Afrique depuis le début de l'année. Lundi et mardi, Jean-Yves Le Drian est à Dakar pour le Forum sur la paix et la sécurité en Afrique, initié par la France. Plusieurs chefs d'État du continent ont prévu de faire le déplacement, tant le ministre français de la défense est devenu le « *ministre de l'Afrique* » de François Hollande.

Il n'y était pourtant pas prédestiné. Le Drian, qui se représente à la tête de la Région en Bretagne lors du scrutin de décembre, n'était pas un spécialiste de l'Afrique. Il ne la connaissait que comme élu local. Rien de plus. Là encore, il ressemble à son ami, François Hollande. Lui non plus ne s'était jamais particulièrement intéressé à l'Afrique, avant d'arriver à l'Élysée. « *Le Drian et Hollande en Afrique, c'était le néant. Cela ne les intéressait pas du tout* », se souvient Guy Labertit, le monsieur Afrique du PS jusqu'en 2006. Et ils ne s'attendaient pas à ce que le continent devienne une de leurs priorités. De celles qui marquent et bousculent un quinquennat.

Tout a changé avec la guerre au Mali. Déclenchée le 11 janvier 2013, neuf mois seulement après l'élection présidentielle, elle marque un véritable tournant dans la politique étrangère du chef de l'État. Elle a été suivie

de l'intervention militaire en Centrafrique (RCA), puis, surtout de l'installation durable de l'opération Barkhane, forte de 3 000 hommes, qui couvre une région très vaste : le Mali, le Niger, le Tchad, la Mauritanie et le Burkina Faso. Sans compter les coopérations avec le Cameroun et le Nigeria dans la lutte contre Boko Haram.



Jean-Yves Le Drian, François Hollande et Laurent Fabius avec les soldats français à Bangui, le 28 février 2014 © Reuters

« *Hollande devient Imperator. (...) Après Serval, la realpolitik va reprendre tous ses droits* », explique le journaliste Christophe Boisbouvier, auteur d'un ouvrage complet sur le sujet, ***Hollande l'Africain (La Découverte, 2015)***. « *Avec le Mali, la politique africaine de la France change et commence "Hollande 2"*. (...) *Le fait militaire est central dans la politique africaine de la France* », estiment également les deux chercheuses de l'Ifri Aline Leboeuf et Hélène Quénot-Suarez, dans **une des rares études universitaires consacrées à la politique africaine de François Hollande**.

À l'Élysée comme au gouvernement, ce sont les militaires qui ont pris la main. À tu et à toi avec les chefs d'État du continent, Jean-Yves Le Drian a vite été identifié comme l'interlocuteur privilégié des Africains, d'où le surnom évocateur de « *ministre de l'Afrique* », en remplacement du ministre des affaires étrangères Laurent Fabius. Par glissement progressif et pour combler un vide, plutôt que par stratégie préétablie. « *Le Drian ne devient pas ministre de la défense avec le projet de devenir ministre de l'Afrique, témoigne un diplomate. Mais il s'est trouvé embarqué sur ces dossiers, jusqu'à intervenir sur les questions politiques.* »

« Pour s'intéresser à l'Afrique, il faut une sorte de passion, confie aussi François Hollande, député PS très introduit dans certains pays du continent. Jean-Yves Le Drian l'a, Fabius, non. En plus, les Africains l'aiment bien : ils l'ont adoubé comme ministre de l'Afrique. Y compris ceux qui ne sont pas en guerre. »

Il a été d'autant plus vite reconnu comme leur interlocuteur privilégié qu'il est très proche du président de la République. « C'est l'homme de François Hollande », glisse un visiteur de l'Élysée, spécialiste de l'Afrique. À l'inverse, Laurent Fabius a la réputation de ne pas s'intéresser beaucoup au continent africain et, depuis le début du quinquennat, il est déjà bien occupé par deux gros dossiers – la Syrie et les négociations sur le nucléaire iranien – et par sa volonté de réorienter le réseau diplomatique français vers le volet économique.

Au Quai, il a fait un grand ménage en remplaçant plusieurs spécialistes de l'Afrique. « Laurent Fabius ne connaît rien à l'Afrique et s'en désintéresse complètement, affirme Laurent Bigot, ancien sous-directeur Afrique du Quai, évincé par Fabius et reconverti dans le privé. Sa seule obsession, c'est la diplomatie des affaires. » « Les militaires ont pris la place. Les positions ne sont plus proposées par les diplomates ; ils suivent », poursuit ce fin connaisseur du Sahel, débarqué en 2013 à cause de son franc-parler.

[[lire\_aussi]]

Car Jean-Yves Le Drian va bien au-delà de la conduite des opérations militaires engagées par François Hollande. Au Tchad, au Mali ou en Centrafrique, il ne se contente pas d'évoquer la situation sécuritaire et le déploiement des forces françaises. Il se mêle de politique. Même quand Fabius est en désaccord – ce qui est assez rare, selon de nombreuses sources. Mais c'est le cas sur la Centrafrique, où les deux ministres n'ont pas la même appréciation de la présidente de la transition Catherine Samba Panza, poussée dès le début par le Quai d'Orsay, mais peu en cour chez les militaires. Selon plusieurs sources, au ministère de la défense, on la juge « pas fiable », voire « menteuse », quand Fabius continue de la défendre.

Dans ce pays déchiré par l'horreur de la guerre civile, la ligne politique de la France suit une logique militaire : « Le besoin des moyens déployés en RCA pour le dispositif Barkhane fait que la Défense est très volontariste pour partir. C'est la raison pour laquelle Paris insiste autant sur la tenue d'élections », décrypte le spécialiste du pays Thierry Vircoulon.

Jean-Yves Le Drian est également celui qui incarne de façon la plus spectaculaire le rapprochement avec certains autocrates de la région, au nom de la lutte antiterroriste. En premier lieu, le Tchadien Idriss Déby, dont il est devenu proche. Les deux hommes s'apprécient et se voient très régulièrement. « Nous avons une relation de coopération ancienne avec le Tchad. Et une relation solide et précieuse avec Déby », nous expliquait déjà en 2014 le député Gwendal Rouillard, coauteur d'un rapport sur les opérations françaises en Afrique.

Les diplomates, y compris à l'Élysée, sont souvent moins allants avec le régime tchadien, dont ils expliquent qu'il ne tient qu'à un fil et qu'il ne peut donc être perçu comme un pôle durable de stabilité. Quant à Laurent Fabius, sa première rencontre avec Déby, en 2012, a été un fiasco – selon un diplomate, le président l'a fait attendre une demi-heure et le ministre français, vexé, est parti avant le dîner...

Selon nos informations, le ministre de la défense a également critiqué, suivi de près par Laurent Fabius, le communiqué de l'Élysée préparé par la cellule diplomatique, qui prenait ses distances avec le référendum de Denis Sassou-Nguesso au Congo-Brazzaville, lors du conseil des ministres du 28 octobre. « Et Hollande leur a donné raison », affirme une source socialiste.

### Le duo au ministère de la défense

L'influence de Le Drian s'est illustrée à Dakar, en 2014, lors du premier Forum sur la paix et la sécurité. C'était une idée de la France, lancée lors du sommet de l'Élysée en décembre 2013. Mais ce ne sont pas que les ministres de la défense qui sont venus : quatre chefs d'État étaient présents, et non des moindres. Aux côtés de Macky Sall, le président sénégalais hôte de la manifestation, il y avait le Malien

Ibrahim Boubacar Keïta, le Mauritanien Mohamed Ould Abdelaziz, et le Tchadien Idriss Déby. « *C'est une très belle marque de confiance* », sourit Gwendal Rouillard, député du Morbihan et très proche de Le Drian.



Capture d'écran du Forum sur la paix et la sécurité de 2014

Et les hommes forts du Sahel, nouveaux (et anciens) alliés de la France, avaient aussi saisi l'occasion pour récolter les fruits politiques de leur collaboration dans cette « *guerre contre la terreur* » que Paris estime mener. Idriss Déby s'était notamment fait remarquer par une sortie sur le rôle déstabilisateur de la France dans la chute de Mouammar Kadhafi. La deuxième édition du Forum est prévue les 9 et 10 novembre, cette fois encore en présence de plusieurs chefs d'État.

En Afrique, nombre de présidents connaissent aussi le directeur de cabinet du ministre de la défense : Cédric Lewandowski. Arrivé avec son patron, il est aussi craint que respecté, lui qui peut se targuer de la plus grande longévité à la tête d'un cabinet ministériel depuis 2012. Il n'est pourtant ni énarque ni polytechnicien – une véritable rareté dans le monde politique d'aujourd'hui, qui lui vaut parfois le mépris de ses pairs. « *Ils forment un duo. Cédric déleste le ministre de beaucoup de choses. C'est une très bonne répartition des rôles* », témoigne le député Gwendal Rouillard. « *Au cabinet, les dossiers sont bouclés à 95 % par Lewandowski. C'est le meilleur directeur de*

*cabinet de la République, mais qui n'a pas le soutien des réseaux étatiques. Il compense par ses réseaux industriels* », affirme aussi un militaire.



Capture d'écran du site EDF en 2010

Lewandowski, c'est surtout « *un homme d'influence et de réseaux* », tissés dans les milieux industriels et parmi les élus locaux, selon une source de la défense. Ancien chef de cabinet d'Alain Richard sous Lionel Jospin, c'est sous l'aile de François Roussely à EDF qu'il se fabrique un carnet d'adresses impressionnant. Responsable des relations avec les élus pour l'électricien, il démontre sa capacité de travail et rencontre beaucoup de monde. Lui qui n'est pas haut fonctionnaire apprend à compenser.

« *Il cherche ses propres solutions en utilisant tout le spectre de son relationnel, y compris dans le secteur privé, rapporte une source militaire. Parce que, dans la zone grise du renseignement, des forces spéciales ou des exportations, il faut trouver des solutions hors des sentiers battus... Et Cédric, lui, ne s'interdit rien.* » Le tandem a souvent secoué la Grande Muette. « *Leur force, c'est qu'après une série de ministres de de la défense insignifiants et un état-major qui prenait toute la place, ils ont fait comprendre qu'ils étaient les patrons* », analyse un ancien haut responsable des renseignements français.

Pourtant, Lewandowski va parfois trop loin : souvent jugé brutal, il s'est fait quelques ennemis solides, et ses choix suscitent parfois de vives critiques. Ainsi, dans la guerre secrète que se livrent les intermédiaires en tous genres, le directeur de cabinet qui fait peur aux généraux est accusé de favoritisme à l'égard des entreprises de sécurité privées proches de son

courant politique et particulièrement du directeur d'Amarante, Pierre-Antoine Lorenzi, ancien espion et homme d'affaires très connecté.

Dès 2012, Lewandowski va ainsi provoquer les foudres de la DGSE, en parrainant Lorenzi pour lancer ses propres pistes en vue de libérer les otages français d'Areva au Niger. L'épisode aurait pu le fragiliser durablement si les réseaux Roussely et les interventions militaires n'avaient renforcé l'assise du binôme le plus efficace du quinquennat.



François Hollande et le général Puga le 17 décembre 2014, à l'Élysée © Reuters

Mais l'influence de la Défense ne s'arrête pas là : elle se niche jusqu'au cœur de l'Élysée où le général Puga, le chef d'état-major particulier du président de la République, est parvenu à tisser une relation de grande proximité avec François Hollande (**Mediapart lui a déjà consacré un long portrait**). Par son histoire et sa carrière, il connaît très bien l'Afrique. « *C'est le vice-roi d'Afrique, persifle un militaire. Il connaît tout le monde.* » Et il n'a pas de contrepois à l'Élysée, où la conseillère Afrique, la diplomate Hélène Le Gal, concentre de nombreuses critiques (y compris parfois très machistes), dans les cercles militaires, affairistes mais aussi parmi les socialistes partisans de la "realpolitik", qui la jugent trop critique à l'encontre de certains autocrates. « *Puga a de l'importance parce qu'il n'y a rien entre lui et Hollande. C'est la faillite de la diplomatie et des conseillers* », estime un ancien directeur des services français.

Depuis le début du quinquennat, les rapports ont parfois été tendus entre Puga, à l'Élysée, et la Défense. En cause : des désaccords – sur le budget des armées ou la guerre au Mali – et d'habituels jeux de pouvoir et d'influence. Mais au-delà de la place centrale occupée par le général Puga et par Cédric Lewandowski, « *à la fin, c'est Jean-Yves Le Drian et François Hollande,*

*et c'est tout*, tranche le député Gwendal Rouillard, proche des deux hommes. *C'est leur relation qui permet de tout réguler depuis le début* ».

### « L'Afrique, ce n'est pas le Gabon, le Congo et la Guinée-Equatoriale »

Cette « *clef de voûte* » a plusieurs conséquences de fond : une vision très sécuritaire avec une gestion militaire des crises, et la réhabilitation d'un certain nombre d'autocrates de la région, dont François Hollande avait juré qu'il voulait se tenir à distance. Le même schéma fonctionne désormais aussi dans d'autres régions du monde, en Égypte ou en Arabie saoudite. Sans que cette politique ait été pensée en amont – c'est une des marques de fabrique de François Hollande, réticent à toute théorisation de son action.

[[lire\_aussi]]

La politique africaine de la France reste donc marquée par un « *impensé stratégique* », qui s'appuie d'autant plus sur les tendances lourdes de la politique étrangère de la France qu'il n'a pas été réfléchi en amont, estime Aline Leboeuf, chercheuse à l'Ifri. Et elle s'appuie plus encore sur ceux qui étaient facilement mobilisables, et déjà implantés sur le terrain : les militaires. Ils ont aussi l'immense avantage de donner au président et à la France un sentiment de puissance – y compris sur la scène internationale. À l'ONU, le poids de Paris dépend largement de son influence en Afrique. « *Le sujet compte notamment dans nos relations avec les États-Unis et les Nations unies* », explique-t-on dans l'entourage de Laurent Fabius.

Les premiers mois du quinquennat, quand François Hollande **tançait publiquement Kabila** en République démocratique du Congo, semblent en tout cas bien loin. Les militaires assument. Les diplomates, eux, s'agacent. À l'Élysée comme au Quai d'Orsay, on entend souvent la même phrase : « *Hollande voit plus souvent Zuma [le président sud-africain] que Biya [le président camerounais]*. » Une manière de dire que l'Afrique ne peut pas se résumer à l'ancien pré carré français, que la France a tissé des liens étroits avec l'Union africaine – Hollande était **l'invité de son 50<sup>e</sup> anniversaire** –, avec le Nigeria – le président

français était l'invité d'honneur du 100<sup>e</sup> anniversaire de la création du pays – ou encore avec l'Afrique du Sud.

« L'Afrique, ce n'est pas le Gabon, le Congo et la Guinée-Équatoriale ; c'est un tout. On redécouvre l'Afrique australe et de l'Est. Et là, c'est beaucoup d'économie », explique un diplomate. « Quand on dit que le pré carré de la France n'existe plus, c'est vrai et faux à la fois, tempère Aline Leboeuf, à l'Ifri. Si on parle de la diplomatie économique et culturelle, il y a une vraie volonté de déconcentrer. Mais dès que l'on touche aux questions stratégiques et de sécurité, on y revient. D'autant plus que la France n'a pas les moyens d'intervenir partout. »

Les “diplos” rappellent aussi que la politique au Mali ne se résume pas à la guerre, certes spectaculaire. « C'est aussi une politique de développement et des négociations politiques », plaide-t-on au Quai d'Orsay. La secrétaire d'État au développement Annick Girardin se rend d'ailleurs régulièrement en Afrique – mais **les cafouillages sur son budget**, à comparer aux rallonges accordées à la Défense, en disent long sur l'échelle des priorités du gouvernement.

Vidéo disponible sur [mediapart.fr](http://mediapart.fr)



L'Élysée et le Quai se targuent aussi de soutenir les processus démocratiques. En octobre 2014, l'Élysée a fait fuiter la lettre envoyée par le président français au Burkinabè Blaise Compaoré pour le dissuader de se maintenir au pouvoir à tout prix. Quelques semaines plus tard, le chef de l'État français avait repris le même credo. « Là où les règles constitutionnelles sont malmenées, là où la liberté est bafouée, là où l'alternance est empêchée, j'affirme ici que les

citoyens de ces pays sauront toujours trouver dans l'espace francophone le soutien nécessaire pour faire prévaloir la justice, le droit et la démocratie », avait-il déclaré en novembre 2014 à Dakar.

Il a fait quelques gestes sur la mémoire des crimes commis par la France sous la colonisation – il a par exemple remis une partie des archives du massacre de Thiaroye au Sénégal. Il continue de défendre certains dossiers de défenseurs des droits de l'homme emprisonnés, tout en restant très souvent publiquement silencieux. « C'est la politique des petits gestes », résume Clément Boursin, responsable des programmes Afrique de l'ONG Acat.

Mais au premier test important qui s'est présenté, fin octobre, François Hollande a reculé, soutenant le président du Congo-Brazzaville Denis Sassou Nguesso dans son projet de référendum pour lui permettre de se maintenir au pouvoir. Et même s'il a depuis fait machine arrière, le double jeu de la France n'a trompé personne. « Sassou s'en est amusé », sourit un Français qui l'a rencontré il y a peu. Il sait que tant que Paris aura besoin de lui, pour la Centrafrique ou la COP21, il peut compter sur son vieil allié. Comme les autres.

## Boîte noire

Après trois ans et demi de mandat de François Hollande, nous avons estimé qu'il était possible - et intéressant - de faire le bilan de sa politique africaine. La guerre au Mali, on le sait, a constitué un tournant fondateur dans la politique étrangère du président français. Nous allons nous y pencher avec trois volets : le premier, consacré au rôle pris par le ministère de la défense et par les militaires ; le deuxième sur les réseaux de la “Françafrique” ; le troisième sur l'intérêt porté par le premier ministre Manuel Valls à l'Afrique.

Pour ces articles, nous avons rencontré plusieurs dizaines de personnes depuis la mi-septembre. La plupart ont demandé à rester anonymes - soit de par leur fonction (dans les cabinets ministériels ou à l'Élysée par exemple), soit pour ne pas mettre en danger leurs réseaux politiques, d'affaires ou d'amitié. Beaucoup ne seront donc pas cités.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr). ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.